

Enquête

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Contraints de mettre leur badge « presse » de côté

Avant de connaître le même sort que les 118 reporters tués en 2014, selon les chiffres de la Fédération internationale des journalistes, certains reporters optent pour l'exil : ils ont été deux fois plus nombreux entre 2013 et 2014. Quatre d'entre eux, réfugiés à Paris, témoignent.

Les cas de journalistes tués en zones de conflit se multiplient et trouvent audience auprès de nos médias... quand ils sont occidentaux. Les statistiques du Comité pour la protection des journalistes montrent qu'ils sont bien moins nombreux que les reporters exécutés pour avoir regardé de trop près ce qui se passe dans leur pays. Pour éviter le pire, ils sont parfois amenés à prendre une décision radicale : l'exil. Car la mort, c'est davantage celle de sa famille que craint aujourd'hui un journaliste rwandais qui préfère garder l'anonymat : « Je suis en France et je ne suis même pas en mesure de m'exprimer. Qu'en est-il alors de ceux restés au pays ? » justifie-t-il. Réfugié avec d'autres à la Maison des journalistes à Paris (voir encadré) depuis un an, il voit son quotidien formaté par l'exigence de ses chefs, aux bottes du pouvoir, de tout contrôler. Jusqu'à ce jour fatidique où il laissera s'exprimer le camp de l'opposition. De son côté, Makaila Nguébla, lui, a toujours assumé ce penchant journalistique, notamment quand, à l'été 2011, le journaliste tchadien publie sur Internet une vidéo du mariage d'Adam Déby, fils du président. On y voit l'entourage verser des liasses de billets sur la tête du chanteur... alors que la population subit de plein fouet la pauvreté. La vidéo de ce rédacteur attaché à dénoncer les manquements aux droits de l'homme pour le magazine *Jeune Afrique* fait alors le tour du monde. Il sera expulsé manu militari au Sénégal. Sujet « de trop », aussi, pour Diane Hakizimana, au Burundi : à l'antenne d'une radio privée, la journaliste dénonce l'embrigadement de jeunes par le parti au pouvoir, « entraînés, manipulés, pour terroriser

les autres », explique-t-elle. La radio est une habituée de ce type d'enquêtes... et des persécutions de la part du pouvoir. Mourad Hammadi, journaliste algérien et militant associatif, en connaît un rayon. Il multiplie les reportages sur les sujets qui fâchent : « la mafia qui se nourrit de terrorisme, les affaires de corruption, de banditisme », énonce-t-il, avec une certaine fierté dans la voix. Les menaces se font plus pressantes en février 2013. Ses comptes sont piratés, son véhicule est brûlé. Il réalise qu'il pourrait se « faire éliminer physiquement très facilement puisque le pouvoir n'a rien contre (lui) politiquement ».

Quand, pour le journaliste rwandais, les menaces ont commencé « petit à petit, par courrier, puis par téléphone », Diane, la Burundaise, entendra, dès le lendemain de son opération coup de poing, des phrases comme « Vous savez à qui vous avez affaire » et autres « On sait où vous habitez. On fera mal à votre famille. » « Les menaces étaient devenues une habitude. La peur, on la gère », dit-elle. Mais là, elle pense à ses trois enfants. Aujourd'hui, ils sont dispersés dans la famille. Son mari reste caché. Mourad n'a pas non plus hésité à se mettre en sûreté, avec son fils. « Je voulais rester en Algérie mais je me suis construit un tel cercle d'ennemis au cours de ma carrière que j'avais atteint une limite. » Car ce journalisme engagé, il l'entreprend très tôt et ce pour chaque collaboration, y compris étrangère. Mourad se fait violenter et agresser pendant ses reportages, notamment par la police avec qui « se déplacer avec une caméra donne un compte à rebours de cinq minutes » car, « à leurs yeux », c'est comme « se balader avec une kalachnikov ». Plusieurs fois, il subit des interrogatoires motivés par « des excès de zèle », dit-il, désabusé.

LA MAISON DES JOURNALISTES, À PARIS : UN REFUGE POUR CES JOURNALISTES ÉGARÉS

Pour faire face à l'exil, une maison toute particulière vient en aide à ces défenseurs de l'information. Initiée en 2002 par Danièle Ohayon, journaliste médias de France Info, après sa rencontre avec un journaliste sans papiers qui dormait dans la rue, la Maison des journalistes possède 14 lits, rassemblés dans un petit local du 15^e arrondissement de Paris. Depuis son ouverture, plus de 300 personnes de 60 nationalités

différentes ont été accueillies et accompagnées. L'affluence « reflète la situation géopolitique de la planète du point de vue des droits de l'homme et de la liberté de la presse », souligne son président, Christian Auboyneau. Des expositions temporaires y sont organisées, comme celle du photojournaliste syrien Muzaffar Salman qui a recouvert, jusqu'en septembre, les murs de ses clichés pris à Alep auprès des résistants. Une

démarche engagée qui a valu l'emprisonnement à ce collaborateur d'Associated Press et Reuters... avant qu'il ne trouve refuge à Paris, en juin 2014. Depuis l'attentat du 7 janvier à Charlie Hebdo, les demandes pour « Renvoyé spécial », dispositif du centre qui permet aux résidents de sensibiliser à la cause de la liberté de la presse dans les écoles, ont connu un bond phénoménal.

CES PAYS MAUVAIS ÉLÈVES

D'après le classement mondial 2015 de la liberté de la presse de RSF, sur 180 pays, l'Algérie est 119^e, le Tchad 135^e, le Burundi 145^e et le Rwanda... 161^e. Par ailleurs, l'ONU adoptait fin mai une résolution sur les violences contre les journalistes lors des conflits.

95

C'est le pourcentage de meurtres de journalistes concernant les locaux, a rappelé en mai le vice-secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson.



BURUNDI, LE 3 MAI, LORS DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA PRESSE, DES JOURN

Arrivé au Sénégal, Makaila, de son côté, « n'a rien lâché » et continuait à informer via Internet. Activité qui ne plait guère au ministre tchadien de la Justice qui ordonne au Sénégal de l'arrêter en 2013. Il connaîtra, de la part des policiers, intimidations, interrogatoires pendant des heures. Le but : découvrir ses sources : « On m'a accusé de conspirer pour le soulèvement du peuple. Je leur ai dit que je n'étais qu'un petit blogueur qui ne pourra jamais être assez puissant face à un régime vieux de vingt-cinq ans. » Le Sénégal, ne voulant pas se mettre à dos un pays allié dans la lutte contre le terrorisme, refuse de lui offrir le statut de réfugié politique et l'envoie en Guinée-Conakry. « Au Tchad, la population est sacrifiée par ces intérêts diplomatiques, et la démocratie se retrouve reléguée au second rang », peste le journaliste.

Critiquer, dénoncer et alerter, range le journaliste dans le camp de la rébellion

Makaila, comme beaucoup d'autres, était une cible toute choisie. « D'un point de vue statistique, les journalistes locaux sont ceux qui paient le plus lourd tribut. S'ils gênent depuis longtemps, ils sont sur place, donc plus facilement identifiables. Les autorités peuvent savoir où ils habitent avec le temps », explique Christophe Deloire, président de Reporters sans frontières (voir ci-contre). Car, critiquer, dénoncer et alerter, range bien souvent le journaliste dans le camp de la rébellion. Au Rwanda, la répression des opposants est connue. Notre anonyme n'était pourtant qu'« un simple journaliste qui se basait sur les faits » et qui n'avait « aucun intérêt politique », dit-il. Seulement,

REGARDS EXTÉRIEURS

« Tant que les gouvernements contrôlaient l'information, les regards extérieurs ne les gênaient pas. »

Christophe Deloire (RSF).

Enquête

« Un élargissement des trous noirs de l'information »

ANALYSE Constat accablant pour Christophe Deloire, le patron de RSF : les journalistes sont « visés, ciblés, là où ils étaient considérés autrefois comme des témoins supportables ».

Cette année, vous avez fêté les trente ans de Reporters sans frontières. Un anniversaire plutôt morose, non ?

CHRISTOPHE DELOIRE La période est assez tragique. L'attentat à Charlie Hebdo a été un sommet. Au total, plus de 40 journalistes ont été tués depuis le début de l'année dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions. Il y a eu, aussi, des condamnations hallucinantes comme celle de Gao Yu, journaliste chinoise qui a éclopé de sept ans de prison, ou celle, plus récente, d'une grande journaliste d'investigation en Azerbaïdjan, Khadija Ismailova. Quant à Raif Badawi, il est toujours sous le coup de 1000 coups de fouets en Arabie saoudite.

Comment expliquer cette accélération des exactions envers les journalistes ?

CHRISTOPHE DELOIRE Nous sommes sans doute entrés dans une nouvelle ère de la propagande. Parce que les nouvelles technologies permettent la diffusion, très au-delà des frontières habituelles, de contenus produits sous la dictée ou sponsorisés par des intérêts camouflés. Les conseillers en communication ont intérêt à lutter contre l'informa-

tion indépendante. L'un des enjeux actuels est de la défendre, face au camp des chargés de relations publiques. Même un groupe comme l'« État islamique » a son service de communication ! Il existe une intolérance croissante des belligérants dans les guerres au regard extérieur. Les journalistes sont visés, ciblés, là où ils étaient considérés comme des témoins supportables. On observe un élargissement des trous noirs de l'information, ces zones, comme celles contrôlées par Daech, qui échappent quasiment à tout regard. Ce qui pousse un plus grand nombre de reporters à s'exiler.

Et, vous, à revoir votre dispositif ?

CHRISTOPHE DELOIRE Nous avons déjà 12 bureaux à l'étranger et en ouvrons 2 nouveaux au Brésil pour l'Amérique latine et à Hong Kong pour l'Asie. Nous sommes dans une période de mondialisation de l'information. Le contrôle de l'information passe par des moyens de coercition anciens. Mais s'ajoutent, désormais, des méthodes fondées sur des moyens technologiques... et économiques : la capture de la presse par les oligarques en Amérique du Sud ou en Inde, par exemple, ou en France d'ailleurs. Les tentatives de manipulation des esprits peuvent venir de partout, groupes religieux ou mafias. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR A. L.



ALISTES, LA BOUCHE SCOTCHÉE, EN SIGNE DE PROTESTATION CONTRE LES ATTEINTES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.

« si quelque chose va contre la propagande de l'État, la chasse aux journalistes devient personnelle. C'est pire quand on montre qu'on est pour la liberté d'expression. On recherche de quelle ethnie le journaliste vient et on l'accuse, sans preuve, d'avoir commis tel ou tel crime ». Un rapport d'Amnesty International, daté de 2010, pointe les dérives des lois mises en place après le génocide de 1994, qui luttent contre le « divisionnisme ». Incitation à l'unité... et donc à brider l'opposition. « Les journalistes de médias privés font extrêmement attention. Beaucoup de sujets ne sont plus traités. La liberté d'expression de la presse, au final, n'existe pas », observe notre journaliste. Signal fort : le poste qu'il occupait, depuis, n'a jamais été remplacé. Autre cas de figure, au Burundi, Alexandre Niyungako, président de l'Union burundaise des journalistes, constate que « les médias burundais indépendants sont réduits au silence total depuis l'échec du putsch contre le président Nkurunziza, le 13 mai 2015 ». Les événements ont poussé à son paroxysme la méfiance envers les médias privés : les stations ont été fermées ou incendiées, les patrons de radio poussés vers les prisons. Ce sort, découvre Diane sur Internet, a également été réservé à ses anciens locaux. Des pratiques qui expriment une « haine » de la part du pouvoir, pour qui ce sont ces médias qui alimentent les manifestations dans le pays. Le cas de figure n'est pas rare. Dernier exemple en date, au Burkina Faso, les radios et télévisions de Ouagadougou ont été débran-

chées, les journalistes, violentés, alors qu'un coup d'État secoue le pays depuis quelques jours.

Homme de terrain, Mourad a vu l'Algérie basculer à partir du troisième mandat de Bouteflika. La censure, qui débouche sur la détention de certains journalistes, est monnaie courante.

« Les journalistes locaux sont ceux qui paient le plus lourd tribut. »

CHRISTOPHE DELOIRE
PRÉSIDENT DE REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

allait y avoir des jours meilleurs. » Elle poursuit, par petites touches, sa fonction de journaliste, pour des sites d'actualité africains. Sans voir venir le jour où elle retournera dans son pays. « Qui pourrait me protéger puisque l'État a tous les moyens, tous les pouvoirs ? Il a le dernier mot », se désole-t-elle. Makaila se voit s'interroger en larmes, sans papiers, confisqués par le Sénégal, dans l'avion qui l'emmène en Guinée : « Lutter pour la démocratie, pour des valeurs universelles, vaut d'être incarcéré ? Quel crime ai-je commis ? » Son histoire est relayée sur les réseaux sociaux. Reporters sans frontières et Amnesty International lui viennent en aide, et la France lui livre un visa longue

durée. L'Hexagone garde cette réputation de terre d'asile pour les journalistes. Et quand les conflits s'étendent, les demandes, faites auprès de Reporters sans frontières venant désormais principalement de Syrie ou de Libye, gonflent. « Malheureusement, les journalistes réfugiés souffrent des mêmes difficultés que les demandeurs d'asile. Il y a la question des délais mais aussi du manque de ressources », explique Martial Tourneur, responsable du bureau assistance de RSF. Makaila, le Tchadien, n'y va pas avec le dos de la cuillère : « On se sert de moi pour dire "la France soutient la liberté d'expression" mais elle continue à soutenir un régime extrêmement dangereux. » Passé par des sites Internet qui n'avaient « pas le même militantisme, le même engagement » que lui, il avait vite créé le blog d'une « plume combattante et indépendante » en 2007, pour « ne pas (se) trahir » et garder son « intégrité ». Cette « interface » virtuelle entre lui et le peuple tchadien, et français espère-t-il, subit la censure dans son pays, comme tant d'autres. Alors il contourne, en diffusant les textes sur les réseaux sociaux. Grâce à ces nouvelles technologies, Mourad aussi peut, à distance, poursuivre son combat loin de son Algérie natale. Il a créé un blog, prévoit de monter une webradio. Tout comme Makaila qui se voit déjà animer des débats sur la démocratie et les droits de l'homme en Afrique avec des intervenants habituellement bâillonnés. Avec le recul, Diane reste catégorique : « Il existe des sujets qui doivent passer. On ne doit pas cesser d'essayer. C'est notre métier, notre devoir. » ●

AUDREY LOUSSORHAIN